



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIT COPIE

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

N°2008-628

#### Arrêté de levée de garanties financières Carrière Thiriet à Hériménil (Prés Cathelinettes et les Grenouilles)

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles et L 515-1 à L 515-6, L 516-1, R 512-31 et R 516-1 à R 516-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 13 novembre 1996 autorisant la société Thiriet & Cie à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Hériménil lieux-dits "Prés Cathelinette" et "les grenouilles" ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 14 août 2008 par la société Thiriet ;

Vu le procès-verbal de récolement de l'inspection des installations classées référencé CM/EH/327/2009 en date du 23 avril 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 avril 2009,

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite "des carrières" le 22 septembre 2009 ;

Considérant que le dossier de déclaration de fin de travaux d'exploitation comporte l'ensemble des documents exigés à l'article R. 512-74 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions de remise en état du site correspondent, d'une part, aux prescriptions définies à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et d'autre part, aux dispositions prévues dans le chapitre réaménagement versé dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant l'absence de remarque du maire de la commune de Hériménil, consulté dans le cadre du dossier de déclaration de fin de travaux d'exploitation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRÊTE**

##### **Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

L'obligation de garanties financières pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée sur le territoire de la commune de Hériménil, lieux-dits « Pré Cathelinette » et « Les grenouilles » par la société Louis Thiriet et Cie dont le siège social est situé Lieu dit Chaufontaine- 54300 Hériménil, est levée.

## **Article 2 : Cadre réglementaire :**

La levée de l'obligation de garanties financières est prononcée en application du II de l'article R. 516-5 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral du 13 novembre 1996 autorisant la société Louis Thiriet et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Hériménil, lieux-dit « Pré Cathelinette » et « Les grenouilles » est abrogé.

## **Article 4: Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Hériménil, Lunéville, Moncel-les-Lunéville, Rehainviller, Mont-sur-Meurthe, Xermaménil, Jolivet, Chanteheux, et Vitrimont et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront des procès-verbaux constatant l'accomplissement de cette formalité et les feront parvenir à la préfecture.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

## **Article 5 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, selon les modalités et les délais prévus à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

## **Article 6 : Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Lunéville, MM les maires concernés, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Thiriet & Cie
- M. le directeur de l'établissement garant

Et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur régional des affaires culturelles
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours

Nancy, le **28 SEP. 2009**

Pour la Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

François MALHANNICHE